

Jean-Luc Mélenchon

Contributions sur l'Allemagne

*"L'Allemagne de Merkel
met l'Europe dans l'impasse"*

Avril 2013

Sommaire

Main dans la main, mais avec quels Allemands ?	3
Le modèle allemand est un échec	4
Des succès en trompe l'oeil	4
L'Allemagne n'est pas épargnée par la crise.....	5
Une dette plus élevée que celle de l'Espagne.....	5
Un pays en déclin démographique	6
Un modèle de recul social	7
Recul de l'espérance de vie	7
Baisse des pensions de retraite	7
Le chômage de masse existe en Allemagne	8
L'Allemagne prise à son propre piège	8
Le modèle libéral « Schröder-Merkel » a abîmé l'Allemagne	9
Un désastre social.....	10
Un désastre économique.....	10
Le mirage du « modèle allemand » a vécu	11
Un modèle de croissance non généralisable en Europe.....	11
Un danger pour la France	12
Le danger d'une "Europe allemande"	13
Verrous imposés aux autres pays de l'Union européenne.....	13
Opacité et autorité sont les moyens de l'austérité	14
L'Europe austéritaire est condamnée	15
Merkhollande a remplacé Merkozy	16
Le pacte budgétaire n'a pas été renégocié.....	16
Hollande accepte la rigueur budgétaire et l'orgie libérale.....	17
Les attrape-nigauds du « pacte pour la croissance et l'emploi » et de la « taxe sur les transactions financières »	19
L'Allemagne de Merkel met l'Europe dans l'impasse	20
La domination allemande met en danger la construction européenne.....	20
La politique européenne actuelle ne convient qu'aux vieux Allemands	21
Le « modèle » allemand sera bientôt à terre.....	21
L'euro fort cher aux Allemands asphyxie l'Europe	22
L'Allemagne paiera cher la politique rigide de Merkel	22
Le miracle allemand se nourrit de la misère de l'Europe	23
Je ne connais pas de "boche"	24

Main dans la main, mais avec quels Allemands ?

Extrait de Qu'ils s'en aillent tous - Vite la Révolution citoyenne !, novembre 2010.

Les menaces de troubles aux frontières de l'Union sont visibles. Mais l'intérieur de l'Union n'en est pas exempt. Nombre viennent du fond de l'histoire et cantonnent dans les mémoires. Je veux être direct : je ne vois pas, par exemple, que les relations des Allemands avec tous leurs voisins soient définitivement apaisées. Nous-mêmes, Français, ferions bien d'admettre que la génération dirigeante de l'Allemagne réunifiée n'est plus celle que le remord raisonnait et que la division en deux Etats contenait. Aux dirigeants allemands décomplexés, devraient correspondre des dirigeants français dessillés. Avoir consenti à ce que les Allemands soient plus nombreux¹ que les Français dans le Parlement européen est une faute. Cette décision est en contradiction avec l'esprit des fondateurs franco-allemands de l'Union européenne ! De Gaulle et Adenauer s'étaient exprimé sans aucune ambiguïté sur ce sujet pour dire que seule l'égalité, en toutes circonstances, donnait une base solide à la relation entre nos deux pays. Mon avis est qu'on n'assure pas la paix entre nos peuples si on préfère ses illusions aux réalités. Les gargarismes sur le couple franco-allemand doivent céder la place aux réalisations concrètes. Construire des relations étroites avec les Allemands, c'est un devoir permanent de notre pays. Et chacun doit s'y atteler à la place qu'il occupe. A la mienne, je m'y suis astreint. En créant le Parti de Gauche, nous avons voulu que notre meeting de lancement se fasse la main dans la main avec notre alter-ego allemand, et notre inspirateur, Oskar Lafontaine, président de Die Linke. Un mois auparavant, nous sommes allés en délégation à sa rencontre pour solliciter son parrainage. Le dialogue ne s'est jamais interrompu depuis. A l'opposé, comme il est décevant de voir à quelles gesticulations pusillanimes est réduite la relation officielle entre Paris et Berlin ! Je le dis avec gravité et je me fiche bien de l'air habituel sur le sujet : « tout va très bien madame la marquise » ! Car l'Europe va au-devant de secousses internes. Leur onde de choc doit être maîtrisée. La relation entre Français et Allemands est toujours, pour finir, le point sensible où s'infectent toutes les fièvres. La matière abonde.

¹ Le Traité de Nice (26 Juillet 2001) attribue 99 sièges à l'Allemagne et 74 à la France.

Le modèle allemand est un échec

Publié sur mon blog le 25 novembre 2011

L'actualité internationale, et surtout européenne confirme chaque jour la supériorité de l'analyse dominante dans l'autre gauche à propos de la crise et des solutions à y apporter. Il est heureux de lire à la une du "Monde" des mises en garde contre le risque de récession que portent les politiques d'austérité. Il est extraordinaire de lire aussi un long papier sur les récriminations contre le risque d'une « Europe allemande ». Des diagnostics convergents y soulignent l'absurdité d'imposer à toute l'Europe une politique taillée sur mesure pour un modèle économique par ailleurs défaillant. Bien sûr, l'enquête ne va pas jusqu'à me donner la parole alors que c'est ma thèse depuis des mois et qu'on m'a auparavant copieusement injurié pour cela. Mais tout de même : l'important est que cette idée avance et qu'on en tire toutes les conséquences avant que le désastre qui guette soit consommé. Ce qui est certain c'est que les dirigeants allemands ne vont pas faire les malins longtemps. Comme nous l'avons dit, l'attaque de la finance n'a pas de fondement économique. Seulement des causes politiques. Les failles du système permettaient une attaque spéculative. Au lieu de la briser, les grands chefs européens l'ont approuvée en mettant en cause la fiabilité des Grecs puis en augmentant le pouvoir des agences de notation. Par conséquent il était évident qu'un après l'autre tous les pays seraient attaqués et même l'Allemagne. C'est fait ! Les taux d'intérêts sur la dette allemande aussi décollent.

Des succès en trompe l'oeil

Tribune publiée dans Les Echos le 4 novembre 2011

Le « modèle allemand » est la nouvelle coqueluche médiatique. Nicolas Sarkozy s'enthousiasme : « Tout mon travail, c'est de rapprocher la France d'un système qui marche, celui de l'Allemagne. » Une fascination partagée par l'entourage de François Hollande. Test : les investisseurs font-ils davantage confiance à l'Allemagne qu'à la France ? Non. La France est largement devant l'Allemagne pour les investissements directs étrangers : plus de 1 milliard de dollars en France contre 674 millions en Allemagne, selon les statistiques publiées par la Cnuccd. Les Allemands sont-ils meilleurs que nous en matière de dette ? Non. En 2010, l'Allemagne avait une dette de 83,2 % du PIB contre 81,7 % pour la France, selon Eurostat. L'Allemagne est donc tout autant que la France en dehors de la limite des 60 % du PIB exigée par le Pacte de stabilité. La croissance allemande est-elle meilleure que chez nous ? Non plus. Sur la

dernière décennie, elle a été inférieure à celle de la zone euro et moindre qu'en France. D'ailleurs, le « modèle allemand » n'a pas protégé ce pays de la crise : avec une chute de 4,9 % du PIB, il a subi en 2009 une récession deux fois plus importante qu'en France. L'embellie en 2010 est donc un rattrapage. Au final, par rapport à 2008, l'Allemagne marque encore un retard de croissance plus grand qu'en France.

L'Allemagne n'est pas épargnée par la crise

Publié sur mon blog le 25 novembre 2011

"Et si l'Allemagne n'était pas si exemplaire". C'est le titre provocateur que le journal *Le Monde* avait déjà donné à un précédent article dans son édition du 20 novembre 2011. Heureuse sortie. Je me sens moins seul à le dire ! Ma tribune sur le sujet parue dans « Les Echos » il y a quinze jours n'avait pas du tout retenu l'attention. Pas même celle de tous ceux qui me reprochent de ne « pas être assez sur le fond » et trop dans « les petites phrases ». Dans cet article, il est question de la situation budgétaire et économique de l'Allemagne. Car à y regarder de plus près, le "modèle allemand" est encore moins glorieux que ce que j'en disais. L'article du « Monde » cite Sylvain Broyer, un économiste de la banque Natixis. Que dit-il ? Que "le déficit allemand est honteusement tronqué !". Oui vous avez bien lu, "honteusement tronqué". Voilà qui devrait attirer la critique de Nicolas Sarkozy contre les "fraudeurs" et autres "voleurs". En tout cas, on voit que les Grecs ne sont pas les seuls accusés d'avoir maquillé leurs comptes. L'économiste de Natixis évoque un mécanisme légal mais "peu éthique" selon *Le Monde*. Ce mécanisme a été utilisé après la crise de 2008 : l'Allemagne n'a pas comptabilisé dans son déficit public des dizaines de milliards d'euros d'aides ou de garanties à l'économie et aux banques. Ces sommes ont été regroupées dans un fonds spécial, "Sondervermögen" en allemand. Certes elles sont comptabilisées dans le poids de la dette allemande qui a atteint 83,2% du PIB en 2010. Mais ces aides et garanties ne sont pas comptées dans le déficit public. Cela permet à l'Allemagne d'afficher des chiffres flatteurs. Mais faux. Selon *Le Monde* qui reprend les chiffres de Natixis "sans cette astuce le déficit allemand en 2009 n'aurait pas été de 3,2% mais de 5,1%" du PIB.

Une dette plus élevée que celle de l'Espagne

"Maintenant l'Europe parle allemand !". C'est ce qu'a affirmé Volker Kauder, le président du groupe de la droite allemande, CDU-CSU, au Bundestag, mardi 15

novembre 2011. Incroyable arrogance de bravache ! Les déclinistes et autres amis du « modèle allemand » ont dû gémir de plaisir ! Mais là encore, Le Monde explique que les libéraux et conservateurs allemands n'ont pas de raison d'être aussi fiers d'eux. Le quotidien rapporte des propos très sévères de Jean-Claude-Juncker, président de l'Eurogroupe : "En Allemagne, on fait souvent comme si le pays n'avait aucun problème, comme si l'Allemagne était exempte de dettes tandis que tous les autres auraient des dettes excessives. L'Allemagne a une dette plus élevée que celle de l'Espagne. Seulement personne ne veut le savoir". On sait ce que je pense du ratio habituel qui rapporte la dette sur le PIB. Mais puisque c'est celui qu'utilise les libéraux pour faire peur, utilisons-le aussi. Que voit-on ? L'Allemagne fait moins bien que neuf Etats de la zone euro. L'Allemagne est donc dixième sur dix-sept Etats. Voilà pour le "modèle allemand". Et sa dette en valeur continue de croître en 2011 de 25 milliards d'euros, malgré une croissance de 3%.

Un pays en déclin démographique

Un autre argument contre le mythe du "modèle allemand" : l'argument démographique. C'est un élément central. Je l'ai déjà évoqué plusieurs fois, notamment dans la tribune que j'ai publiée le 4 novembre dans le journal "Les Echos". Le Monde cite un économiste allemand. Il s'agit de Henrik Enderlein, de la « Hertie School of governance » qui s'écrit en anglais mais qui est basée à Berlin. C'est un ancien de la BCE et il est diplômé de Sciences-Po Paris. Selon lui, le déclin démographique "va entraîner une baisse massive des recettes du gouvernement. Dans le même temps, le vieillissement de la population va faire exploser les coûts de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie". Pour accréditer cette idée, le journal du soir fait aussi référence à une étude de 2010 de la Banque des règlements internationaux. Celle-ci chiffre l'explosion des dépenses de santé en Allemagne à 10% du PIB en 2035 à cause du vieillissement de la population. Le déclin démographique coûtera très cher. Et il pèse d'ores et déjà sur la vision de l'économie. Les Allemands doivent gérer leur richesse actuelle en prévision d'un avenir plus difficile. Nous, les Français, nous avons beaucoup d'enfants et notre population va croître. Il faut donc, par exemple, des enseignants pour éduquer ces enfants. Des soins adaptés, des équipements collectifs. Et assez de projets pour que chacun trouve sa place. C'est autant de postes de travail à pourvoir, d'activités dynamisées. C'est pourquoi l'austérité budgétaire est encore plus néfaste chez nous qu'ailleurs où elle fait pourtant aussi de sérieux dégâts sociaux.

Et à force d'imposer des tours de vis partout, les libéraux allemands ne martyrisent pas seulement les autres peuples. Ils se tirent aussi une balle dans le pied. Car l'austérité appliquée partout, y compris en Allemagne, contracte l'activité. Cette année, la croissance allemande devrait atteindre 3% du PIB. Sans même regarder de quoi est faite cette "croissance", les libéraux s'extasient devant ce résultat. Qu'ils en profitent. Cela ne durera pas. D'ailleurs, l'article du Monde le dit. Il cite les prévisions de la Deutsche Bank pour l'an prochain. La croissance devrait chuter à 0,9%. Au mieux².

Un modèle de recul social

Publié sur mon blog le 18 décembre 2011

Recul de l'espérance de vie

Lundi 12 décembre 2011, le gouvernement Merkel a dû reconnaître que l'espérance de vie des Allemands pauvres avait reculé. C'est Matthias Birkwald, un de nos camarades de Die Linke, qui avait interpellé le gouvernement sur le sujet. En Allemagne, les parlementaires peuvent obliger le gouvernement à fournir des chiffres précis. Et les chiffres qu'il a obtenus sont très peu flatteurs pour l'Allemagne. Des journaux aussi différents que L'Humanité et L'Expansion s'en sont fait l'écho. L'espérance de vie des Allemands les plus pauvres est passée de 77,5 ans en 2001 à 75,5 ans en 2010. Moins deux ans en une décennie! Et la situation est encore pire dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Là, l'espérance de vie des plus pauvres a reculé de 77,9 ans en 2001 à 74,1 ans en 2010. Moins 3,8 ans en une décennie. En 2001, l'espérance de vie des plus pauvres était supérieure en ex-RDA qu'en moyenne pour toute l'Allemagne. Dix ans plus tard, la moyenne en ex-RDA est inférieure à la moyenne allemande. Voilà un des aspects du bilan du passage au capitalisme !

Baisse des pensions de retraite

Ce recul social est la conséquence directe des réformes anti-sociales votées par les sociaux-démocrates, les Verts et la droite allemande. Celles-là même dont François Hollande a déclaré « qu'elles ont trop tardé en France ». Les réformes du gouvernement SPD-Verts de Gerhard Schröder ont augmenté le nombre de travailleurs pauvres et la précarité de l'emploi. Donc les retraités ont désormais des pensions de retraites plus faibles et peuvent moins bien se faire soigner, se nourrir, se chauffer, etc. Dans le même temps, le report de l'âge de la retraite a

² En 2012, la croissance en Allemagne a été de 0,7%

accentué ce phénomène en augmentant le nombre de salariés qui partent à la retraite en étant au chômage, à temps-partiel, ou avec un faible salaire. Les chiffres publiés lundi indiquent en effet que seulement un quart des Allemands âgés de 60 à 64 ans occupaient en mars 2011 un emploi soumis à cotisations sociales. Et moins d'un sur cinq occupait un emploi à temps complet. Notre camarade Matthias Birkwald a ainsi pu démontrer que le relèvement de l'âge de la retraite « ne représente rien d'autre qu'un grand plan de réduction des retraites qui touche avant tout les plus faibles revenus et ceux qui occupent les emplois les plus pénibles ».

Mais le report de l'âge de la retraite n'a pas seulement rendu plus difficile l'accès à une retraite décente. Il a aussi épuisé davantage les travailleurs allemands en les obligeant à travailler plus longtemps. C'est la grande leçon que nous opposons en France et en Allemagne contre le relèvement de l'âge de départ en retraite. Les libéraux expliquent qu'il faut repousser la retraite car l'espérance de vie augmente. Nous répondons que l'espérance de vie augmente car on a abaissé l'âge de la retraite. Et que le relèvement de l'âge de la retraite fera baisser l'espérance de vie. Les chiffres de Madame Merkel viennent de nous donner raison !

Le chômage de masse existe en Allemagne

Le taux de chômage en Allemagne est-il vraiment plus faible que chez nous ? Non. Officiellement de 6 % contre 9,9 % en France, il a été facialement dégonflé grâce à la réforme sociale-démocrate. Elle a rayé des comptes 1,5 million de sans-emploi. Cela correspond exactement à la baisse du chômage affichée depuis 2002. En septembre dernier, le journal « Die Welt » a aussi révélé que 200.000 chômeurs âgés avaient été radiés. Le ministère allemand du Travail a reconnu que 57 % des seniors chômeurs n'étaient plus comptés. Autre artifice : la généralisation du chômage partiel, invisible dans les statistiques. Ainsi, en 2010, selon Eurostat, il concernait 26,2 % des salariés allemands contre 17,8 % des salariés français.

L'Allemagne prise à son propre piège

Publié sur mon blog le 7 novembre 2012

Quand il leur faut trouver une référence pour leur politique, Hollande et Ayrault finissent dorénavant par se réclamer du soi-disant "modèle allemand". Un mantra efficace pour se gagner l'affection des médiacrâtes sans imagination qui

règnent sur le tout Paris médiatique. Leur jubilation faisait plaisir à voir à l'annonce du plan Gallois³ dans son emballage communicationnel de « pacte » je ne sais quoi. Pourtant, le modèle allemand, quelle pantalonnade ! Qui va se charger de dire à Hollande et Ayrault que la ligne Maginot et la ligne Siegfried sont deux erreurs parallèles ?

Fin septembre, dans l'émission « Des paroles et des actes » sur France 2, Jean-Marc Ayrault s'était même vanté d'aller « plus vite que Schröder ». Plus vite dans le mur ? Et François Hollande, dans un lourd clin d'œil de communicant en panne avait parlé de son « agenda 2014 » pour faire écho à « l'agenda 2010 » du cher Gerhard. La plupart des téléspectateurs n'ont pas dû mesurer quelle décadence morale et intellectuelle un tel projet représente dans le mouvement socialiste français. La ligne « Blair-Schröder », du nom des deux grands liquidateurs de la social-démocratie européenne, a été pendant au moins une décennie ce dont le socialisme français se tenait publiquement à distance et dont il voulait incarner la négation positive. Mais j'admets que cet aspect du drame politique que nous sommes en train de vivre ne puisse intéresser que ceux qui connaissent le prix dans l'histoire des grands glissements de terrain idéologique. Ici je vais donc en rester à des considérations concrètes, il en faut pour soutenir un point de vue engagé qui veut faire appel à la raison de ceux qu'il veut convaincre.

Le modèle libéral « Schröder-Merkel » a abîmé l'Allemagne

Il suffit de faire le bilan social de la situation allemande pour comprendre qu'une politique de gauche n'a rien à voir avec ce qui a été entrepris là-bas quand bien même c'est le chancelier « social-démocrate » Gerhard Schröder qui l'a mise en place. En Allemagne, la situation des travailleurs et des chômeurs est pire qu'en France. Les réformes des sociaux-libéraux, poursuivies par les libéraux de Merkel ont précarisé l'ensemble des classes populaires. C'est ce que dit le Bureau international du travail. Dans ce rapport, le Bureau international du travail explique clairement les données du problème posé : « Le gouvernement Schröder a engagé une série de réformes du marché du travail à compter de 2003. [...] Cependant, la plupart des réformes ont principalement entraîné une déflation salariale dans les secteurs des services, où de nouveaux emplois, pour la plupart à bas salaires, sont apparus. Ces politiques de déflation salariale ont non seulement eu des conséquences sur la consommation des ménages, qui est

³ Le rapport Gallois ou « Pacte pour la compétitivité de l'industrie française » a été remis le 5 novembre 2012 à Jean-Marc Ayrault.

restée à la traîne par rapport aux autres pays de la zone euro [...] mais elles ont aussi provoqué une accentuation des inégalités de revenu, à un rythme jamais vu. Au niveau européen, les autres pays membres estiment de plus en plus que seules des politiques de déflation salariale encore plus strictes résoudre leur problème de compétitivité, ce qui est d'autant plus décourageant qu'on voit mal dans quelle mesure ces politiques de déflation salariale en Allemagne ont contribué à une hausse de l'emploi, qui était à peine plus élevé en 2006 qu'en 1991 ».

Un désastre social

Tel est, au-delà des mots d'allégresse et des recommandations des médiocrates, la réalité du modèle proposé en exemple et le bilan social de l'Allemagne. Pourquoi n'est-il jamais évoqué ? Si le témoignage du BIT peut être déclaré suspect dans la mesure où son nom pourrait suggérer une tendresse excessive pour les salariés, voyons chez les libéraux eux-mêmes. Il s'agit de la fondation IFRAP. Très libérale. Que dit-elle ? « En mars 2012, près de 7,29 millions de personnes bénéficiaient d'un contrat à salaire modéré (« mini-job »). Parmi eux, seuls 4,76 millions n'avaient pas d'autre salaire que ce mini-job. Près d'un million de jeunes vivent avec ce revenu, qui est généralement majoré de l'allocation « Hartz IV » de 375 euros. En Allemagne, la libéralisation du marché du travail s'est faite au détriment du bas salaire individuel et des parents isolés. En effet, les statistiques de l'Union européenne sur le revenu et le niveau de vie (EU-SILC) le montrent très clairement : le risque de pauvreté des travailleurs seuls allemands est de 14% et de près de 30% pour des parents isolés. Il l'est de 40% si on y inclut les chômeurs. Ces chiffres sont nettement inférieurs en France. » Je précise que sur les 5 millions de mini-jobbers, 3,5 millions sont des femmes. Evidemment.

Un désastre économique

Au-delà du coût social, cette politique est un désastre économique. Le Bureau international du travail insiste aussi sur le fait que les "réformes" allemandes ne peuvent pas être généralisées à toute l'Europe. Il explique que l'Allemagne est même en grande partie responsable de la crise actuelle dans la zone euro ! « Comme les coûts unitaires de main-d'œuvre en Allemagne ont baissé par rapport à ceux des concurrents durant la décennie écoulée, il en est résulté des pressions sur la croissance dans ces économies, avec des conséquences néfastes pour la viabilité des finances publiques. Et, surtout, les pays en crise ne pouvaient pas recourir aux exportations pour pallier l'insuffisance de la

demande intérieure car leur secteur manufacturier ne pouvait pas bénéficier de la hausse de la demande globale en Allemagne ».

L'Allemagne se comporte comme le passager clandestin de l'Union européenne. La « stratégie allemande » arrive à sa limite. Ces dernières années, l'Allemagne s'est comportée comme le passager clandestin de l'Union européenne. Elle profitait de la demande de ses voisins pour exporter. Et pour leur faire la leçon. Mais pendant ce temps la contraction des salaires allemands empêchaient les autres pays de faire de même. La farce s'épuise. L'Allemagne s'est prise à son propre piège. A force de vouloir imposer l'austérité salariale et budgétaire à toute l'Europe, elle a scié la branche sur laquelle elle est assise. L'austérité généralisée plonge l'Europe dans la récession. L'austérité française, italienne, grecque, espagnole ou portugaise prive les entreprises allemandes de clients. Et comme les salaires allemands sont trop bas pour compenser, l'Allemagne s'enfoncé à son tour dans le marasme économique. Le mois dernier, le chômage a progressé en Allemagne pour le septième mois consécutif. La hausse du nombre de chômeurs a même été deux fois plus forte que ce qu'attendaient les principaux économistes. Quelqu'un a prévenu Ayrault ? Et Hollande ?

Le mirage du « modèle allemand » a vécu

Le mirage du modèle allemand commence à se disperser. Même dans le sacrosaint registre financier où, paraît-il, rien n'est plus sûr et fiable que le coupon allemand ! Mais oui : ces derniers mois, l'Allemagne a aussi rencontré des difficultés sur les marchés financiers. Le 5 septembre 2012, l'Etat allemand a cherché à placer 5 milliards d'euros de titres de dette. A longue échéance : septembre 2022. Il n'a pas trouvé preneur pour la totalité. Il n'a reçu des offres qu'à hauteur de 3,93 milliards d'euros. Ainsi donc à horizon de dix ans, l'Allemagne inquiète les financiers ! C'est normal, elle vieillit et repose sur un modèle archaïque. Quelqu'un prévient Hollande et Ayrault que la ligne Maginot et la ligne Siegfried sont dépassées ?

Un modèle de croissance non généralisable en Europe

Publié sur mon blog le 18 décembre 2011

La croissance allemande basée sur les exportations est-elle un modèle généralisable ? Non. 65 % des exportations allemandes sont destinées à la demande des autres pays européens. Si ces derniers imitaient le « modèle allemand » en contractant leurs achats, l'export made by Germany s'écroulerait. De plus, ces exportations ne révèlent pas une plus grande performance

technique. Selon Eurostat, 16 % de celles-ci concernent des produits de haute technologie. En France, c'est 26 % des exportations. L'OCDE note que les Français travaillent 154 heures de plus par an que les Allemands. Et la productivité des travailleurs français est la plus élevée d'Europe. Elle a progressé sur la dernière décennie deux fois plus vite qu'en Allemagne.

Un danger pour la France

Peut-on importer le « modèle allemand » ? Non. La démographie allemande est trop différente de la France. Le taux de fécondité allemand est moitié moindre qu'en France. Depuis trente ans, il y a donc davantage de décès que de naissances outre-Rhin. Le pays est donc poussé à privilégier une économie de rente. La France a un besoin vital d'activité. D'ici à 2060, la population allemande devrait passer de 82 à 65 millions d'habitants. Celle de la France devrait passer dès 2050 à 73 millions d'habitants.

On ne peut donc pas transposer le « modèle allemand » en France. D'ailleurs, est-ce souhaitable ? Les Français veulent-ils vraiment aller plus loin dans la contraction des salaires et la précarité de l'emploi ? Car c'est là l'unique secret qui distingue l'Allemagne des autres pays depuis dix ans. Ce bilan d'une décennie d'application des lois sociales-démocrates sur l'emploi est un désastre social. 20 % des salariés sont des travailleurs pauvres. 5 millions de travailleurs doivent se contenter de mini-jobs à 400 euros par mois, sans protection sociale. Faute de SMIC, 2 millions de salariés gagnent moins de 6 euros par heure, alors qu'aucun salarié ne peut gagner moins de 7,06 euros net de l'heure en France. En dix ans, l'intérim a augmenté de 130 % et les CDD de 22 %. Résultat de cette politique de compression salariale : selon l'OCDE, c'est une baisse record de la part du travail dans le PIB allemand : de 76 % à 67 % en sept ans. Neuf points de PIB pris aux travailleurs. Et un taux de pauvreté de 20 % plus élevé en Allemagne qu'en France.

Pour moi, chez nous, la priorité est au contraire de rallumer le moteur de l'activité en rendant aux salariés les 10 points de la richesse produite qu'ils ont perdus au profit du capital depuis trente ans. Le « modèle allemand » est un leurre. Etendu à l'ensemble de l'Union européenne, il mènerait tout droit à la récession. L'intérêt général nous appelle à en finir avec cette fascination morbide pour l'Allemagne. Il faut soutenir le cœur vivant et productif de notre économie.

Le danger d'une "Europe allemande"

Publié sur mon blog le 11 décembre 2011

A la fin du sommet européen de décembre 2011⁴, Angela Merkel était satisfaite. Elle a d'ailleurs remercié Nicolas Sarkozy pour avoir "bien coopéré". Elle a gagné. La BCE n'interviendra pas. Elle ne peut toujours pas prêter directement aux Etats. Elle ne pourra pas non plus prêter au « Mécanisme européen de stabilité » (MES). Ce «MES» est la chose qui organise l'intervention financière de l'Union Européenne. Je n'entre pas dans le détail. Vous le trouverez sur mon blog européen. En tous cas une concession de pure forme a été accordée à Sarkozy pour donner le change. La BCE aidera à la gestion administrative dudit Mécanisme prévu pour aider les Etats... mais elle n'y mettra pas un centime. La seule piste de respiration financière évoquée dans l'accord est de recourir plus fortement au FMI. Lequel sera davantage financé par la BCE. Vu ? Non. Je suis certain que vous ne suivez pas. A ce point de complexité il est peu probable que beaucoup d'entre vous suivent encore ce qui se passe. Pour ma part j'ai consacré une longue séance de travail au sujet avec mes assistants pour décrypter le contenu de l'accord conclu. Je peux assurer qu'au point où tout en est, on peut affirmer que l'opacité est sans doute un objectif pour ceux qui pilotent depuis des mois les opérations européennes ! L'opacité est un des moyens de la tyrannie du fait accompli que pratiquent ces sommets et leurs « accords historiques » à répétition. Comment discuter ce qu'on ne comprend pas ?

Verrous imposés aux autres pays de l'Union européenne

Cette fois-ci encore apparaît une nouvelle créature institutionnelle qui vient prendre sa place dans l'usine à gaz européenne. Celle-là s'appelle « l'union de stabilité financière ». USB ! Génial non ? La réponse à la crise de l'Union Européenne : l'USB ! Les contours de cette nouvelle union sont d'ailleurs eux aussi opaques. On ne sait pas si elle comptera 23, 24, 25 ou 26 membres. Puisqu'outre le Royaume-Uni qui n'y participera pas, la Hongrie, la Suède et la République tchèque ont aussi émis des réserves sur leur participation finale. Le contenu par contre est connu. Il est le suivant : regrouper et "renforcer" sous un même label toutes les mesures autoritaires décidées depuis 18 mois. On prend toutes les décisions déjà prises, on les durcit et on rebaptise le paquet qui les contient. Dans l'emballage on retrouvera donc le "Pacte de stabilité et de croissance renforcé, la mise en œuvre du semestre européen, la nouvelle

⁴ Il s'agit du sommet européen des 8 et 9 décembre 2011 au cours duquel ont été fixées « des règles budgétaires plus strictes » pour « renforcer la coordination économique pour faire face à la crise de la dette et rétablir la confiance des marchés. »

procédure concernant les déséquilibres macro-économiques et le pacte pour l'euro plus." A cette liste de carcans et de verrous, l'accord signé ajoute la « règle d'or » pour tous. Cette règle d'or est présentée comme "une nouvelle règle budgétaire" qui va plus loin que toutes les contraintes fixées jusqu'alors depuis le traité de Maastricht. De la limitation du déficit public à 3 % du PIB, on passe désormais au choix à "l'équilibre ou l'excédent des budgets des administrations publiques". Un véritable garrot ! L'équilibre budgétaire à perpétuité ! Il sera considéré comme respecté si le déficit reste en dessous de 0,5 % du PIB. C'est ici une surenchère tellement forcée qu'on se demande si elle a un sens réel. En effet l'Union Européenne n'arrivait déjà même pas à appliquer le Pacte de stabilité à 3 % du PIB. Elle invente pourtant une nouvelle règle plus dure encore ! Le point commun de toutes ces contraintes est évidemment d'imposer l'austérité partout, à tous et tout le temps. En imposant la même politique en toute circonstance à 23 pays, cet accord prépare l'asphyxie économique et sociale de tout le continent. La nouvelle "Union de stabilité budgétaire" marque donc l'avènement de ce que je propose désormais d'appeler « l'Europe austéritaire ».

Opacité et autorité sont les moyens de l'austérité

« Austéritaire » est un mot fabriqué pour désigner la finalité et le moyen. La finalité c'est l'austérité. Le moyen tient en trois mots : opaque, autoritaire, inégalitaire. Opaque ? On a vu. Autoritaire ? Voyons. Toute la force de contrainte de l'UE est désormais concentrée vers son objectif unique : l'austérité. Pour cela, les mécanismes de surveillance et de sanction sont encore renforcés. En cas de non-respect des règles, les sanctions seront automatiques. Mais l'origine de la décision est désormais totalement hors des mains des gouvernements. Le Conseil, qui réunit les gouvernements des Etats n'interviendra même plus pour approuver la mise en place de sanctions. C'est la Commission qui les décidera toute seule. Certes le Conseil pourra ensuite suspendre cette décision. Mais il ne peut le faire que si 85 % des membres sont d'accord pour s'opposer. C'est ce que l'on appelle la « majorité inversée ». Une merveille de trouvaille ! Quant au Parlement européen, il n'a même jamais été envisagé de le consulter alors même qu'il s'agit d'appliquer des amendes automatiques de plusieurs centaines de millions d'euros à des peuples en difficultés. Opaque et autoritaire, donc.

L'Europe austéritaire est aussi inégalitaire. Face à la difficulté tous ne seront pas égaux pour prendre les décisions. L'accord a prévu une majorité qualifiée pour

gérer en urgence le mécanisme de sauvetage des Etats en difficulté. Aux précédentes étapes, cette majorité qualifiée avait été fixée à 80 %. Or ici on ne parle pas de voix calculées en fonction de la population des Etats mais en fonction de leur quote-part financière au sein du Mécanisme de stabilité qui est elle-même calculée sur la base des parts détenues au capital de la BCE dans la zone euro. Avec une majorité qualifiée à 80 %, seuls deux Etats avaient concrètement un droit de véto sur la gestion du fameux fonds de sauvetage : la France et l'Allemagne. Dans l'accord signé vendredi on est passé à 85 % ce qui fait rentrer l'Italie dans ce club très fermé des Etats à droit de véto. La perversité de la présentation consiste à faire croire que ce mécanisme est destiné à empêcher les "petits Etats" de bloquer les décisions. En fait il les oblige en cas de besoin à obtenir les bonnes grâces des trois puissants. Leurs chefs de gouvernement n'ont pas fini d'être convoqués pour être admonestés ou renvoyés comme l'ont été déjà Papandréou et Berlusconi. A ce sujet notons que l'Italie n'était pas digne d'avoir un droit de véto avec son précédent gouvernement. Mais elle l'est devenu depuis que son gouvernement est aux ordres de la Commission européenne et applique avec zèle la rigueur. Une telle Europe hiérarchisée et contrainte où une poignée d'Etats gouverne des dizaines de peuples contre leur gré ne peut pas durer. Qui prendra la décision en France pour modifier la Constitution et y introduire la règle d'or ? Qui va décider de transposer les règles de « l'union pour la stabilité budgétaire » ? Il s'agit du plus important transfert de souveraineté jamais décidé. La souveraineté budgétaire est le cœur de la souveraineté populaire. L'actuelle assemblée n'a pas été élue en connaissance de cause sur ce sujet puisqu'il n'était pas présent dans le débat de l'époque. L'Assemblée Nationale n'est donc pas légitime pour décider seule sur ce sujet. C'est le référendum qui est le moyen démocratique adapté à la circonstance.

L'Europe austéritaire est condamnée

Voici la cerise sur le gâteau dégoûtant de ce sommet européen. Outre la célébration d'Angela Merkel, le sommet a aussi vanté les mérites des nouveaux gouvernements italiens et grecs mis en place sous le contrôle étroit de l'Union Européenne. Et de manière incongrue, les conclusions des chefs d'Etat félicitent d'ailleurs non seulement le gouvernement grec mais aussi "les partis qui lui apportent leur soutien". Cela signifie que le parti d'extrême-droite grec Laos se voit félicité officiellement par l'Union Européenne pour sa participation au gouvernement Papademos ! Au nom de l'austérité, tous les autres principes fondateurs de l'UE semblent s'être évanouis pour que la plus haute instance de l'UE en vienne à féliciter l'extrême-droite. Il y a encore quelques années, des

réunions européennes étaient organisées pour s'inquiéter de la participation de l'extrême-droite à un gouvernement d'un Etat membre. Ce fut notamment le cas quand le parti d'Haider participa au gouvernement en Autriche. Signe d'un basculement, en une dizaine d'années l'Europe est donc passée des mises en garde contre l'extrême-droite aux félicitations. La déchéance est consommée. Comme l'a noté Bernard Thibaut de la CGT, "cette Europe-là est condamnée".

Merkhollande a remplacé Merkozy

Publié sur mon blog le 29 juin 2012

Le pacte budgétaire n'a pas été renégocié

Le Conseil européen des 28 et 29 juin produit son lot habituel de dramatisation kitch. Comme à l'accoutumée, l'abus des grands mots a permis d'éluder l'analyse des détails. Quand on en fait des tonnes sur le sommet de la « dernière chance » pour « sauver l'euro » et ainsi de suite, il est si facile ensuite de se contenter de peu. Et davantage encore quand ces gesticulations ne servent en dernier ressort qu'à masquer ce qui se décide vraiment. Cette fois-ci de nouveau, l'agitation bavarde sur le sommet de la « dernière chance » occulte le reste. Un point essentiel de l'ordre du jour passe sous silence. Il s'agit de l'approbation des « recommandations par pays » faites par la Commission européenne le 30 mai dernier. C'est la dernière phase du Semestre européen. Ce semestre c'est l'examen de passage auquel tout gouvernement doit soumettre son budget. Il n'en est question nulle part. La comédie sur le compromis entre Allemands et Français où l'on échangerait de la croissance contre de la rigueur occupe tout l'espace médiatique et tout le temps de cerveau disponible. Ce n'est qu'une comédie. Le pacte budgétaire sera voté tel quel, sans renégociation, contrairement à ce qu'avait annoncé François Hollande. La preuve : ce document est voté tel quel par le Bundestag le vendredi alors même que se tient encore le sommet ! Pourquoi ? La stratégie de pression sur le gouvernement allemand, telle que l'on pouvait la comprendre après les déplacements spectaculaires de François Hollande pendant la campagne présidentielle auprès des socialistes allemands, s'est effondrée. Ses alliés ont capitulé. Il n'a donc plus de marge de manœuvre. Il rend les armes à son tour. Le 20 juin, le SPD a totalement embrayé sur Merkel contre la mutualisation de la dette des Etats. Les Verts allemands ont fait de même. Le SPD a lâché François Hollande sur ses projets d'Eurobonds ou, à défaut, de « fonds d'amortissement de la dette ». Merkel peut ainsi se prévaloir de l'accord de toute son opposition et donc en fait

de tout le Parti socialiste européen. Que reste-t-il alors du discours du nouveau gouvernement français ? Le « pacte de croissance ». Mais qu'est-ce que c'est ? Un trompe l'œil. En vérité ce pacte est une compilation de décisions dérisoires déjà prises sous l'ère Sarkozy. Certaines sont déjà en deçà de celles que le Parlement européen avait lui-même amendées ! Mais avant d'en parler ici, il est temps, d'abord, de rafraîchir les idées en rappelant quelles « recommandations de la Commission européenne pour la France » ont été acceptées par le nouveau gouvernement.

Hollande accepte la rigueur budgétaire et l'orgie libérale

En tout premier lieu, la France accepte non seulement la rigueur budgétaire déjà mise en œuvre par Sarkozy mais son approfondissement. En effet la Commission affirme que notre pays doit « garantir que le déficit excessif (au-delà de 3% !) sera corrigé dans les délais fixés ». C'est-à-dire en 2013. Soixante milliards à retirer du circuit économique ! Ça c'est pour la continuité avec Sarkozy. Et maintenant l'alourdissement de l'ardoise. La Commission demande que « par la suite » la France « assure un effort d'ajustement structurel approprié pour progresser de manière satisfaisante par rapport à l'objectif budgétaire à moyen terme ». Ce charabia volontairement réservé à la compréhension de ceux qui pratiquent la novlangue européenne veut dire que la France devra arriver ensuite le plus vite possible sous la barre des 0,5% de « déficit structurel ». Je suppose que ces informations gagneraient à être connues. Sans doute Jean-Marc Ayrault en réserve-t-il la primeur à sa déclaration de politique générale ? Le reste du document approuvé méritera alors d'être connu lui aussi. Les citoyens y apprendraient que leur gouvernement est d'accord pour se donner comme objectif la fameuse « TVA sociale ». En effet la Commission demande au gouvernement français « d'introduire un système fiscal (...) qui déplacera la pression fiscale du travail vers d'autres formes de fiscalité pesant moins sur la croissance et la compétitivité extérieure, notamment les taxes vertes et les taxes sur la consommation ». Bien sûr il faut lire deux fois pour comprendre puisque c'est la langue des technocrates. Mais chacun peut voir noir sur blanc que la TVA est citée sans faux semblant. Le sigle est d'ailleurs explicitement énoncé dans les considérants du texte. Et chacun peut constater aussi quel est le rôle des « taxes vertes » dans la stratégie des libéraux.

On se gardera de croire que ce genre de document ne s'intéresse qu'aux aspects comptables de la gestion gouvernementale, en supposant que cet angle soit possible sans engager des orientations politiques plus larges. Mais de toute façon

le texte ne cache rien des intentions générales des rédacteurs. Il envisage aussi quel sort réserver à des sujets plus éloignés de la tenue des comptes du budget de l'Etat. Ainsi pour les retraites. La Commission demande au gouvernement français de « poursuivre l'examen de la viabilité et de l'adéquation du système de retraite et à prendre des mesures supplémentaires si nécessaire ». Je suppose que personne n'a besoin de mes talents de traducteur-décrypteur pour comprendre ce que cela veut dire. De toute façon les recommandations de la Commission incluent un feu d'artifice qui lèverait tout doute, s'il y en avait, dans l'esprit de mes lecteurs les plus sourcilleux. En effet la Commission demande au gouvernement français de « poursuivre les efforts pour supprimer les restrictions injustifiées dans les professions et secteurs réglementés, notamment dans le secteur des services et du commerce de détail ; à prendre de nouvelles mesures pour libéraliser les industries de réseau, notamment sur le marché de gros de l'électricité, pour développer les capacités d'interconnexion dans le domaine de l'énergie et pour faciliter l'arrivée de nouveaux opérateurs dans les secteurs du transport ferroviaire de marchandises et du transport international de voyageurs ». Une orgie libérale en quelque sorte.

Je n'achèverai pas sur ce chapitre sans évoquer une exigence tout à fait odieuse : la recommandation de déréglementer le marché du travail ! Rien de moins. A prendre très au sérieux car cela a déjà été mis en œuvre en Espagne, en Grèce et en Italie sur ordre de la dite Commission. Ici elle demande à la France de réformer notamment « la procédure administrative applicable aux licenciements individuels ». Tout le texte est à l'avenant. Ainsi encore quand il est question des salaires. Pas un mot sur les salaires excessifs du sommet de la pyramide. Mais les écorcheurs n'oublient pas les mises en garde qui font peur à propos du salaire minimum. Certes il n'y a pas de préconisation précise. Mais la Commission y fait tout de même allusion. Elle demande au gouvernement de « veiller à ce que toute évolution du salaire minimum favorise la création d'emplois et la compétitivité ».

Une orgie libérale est donc en vue. Le gouvernement français n'a pas dit non. Pourquoi ? Peut-être parce qu'il pense que les engagements à propos des « recommandations » de la Commission n'engagent pas vraiment ceux qui les votent ? Mais alors à quoi servent-ils ? Je vais le dire aux innocents qui croient s'émanciper d'une injonction venue de la Commission sans qu'il leur en cuise. Le plan de marche de la Commission est surtout un document de référence notamment pour les agences de notation et les bureaux d'évaluation financière

de toutes sortes. Ceux qui s'en écartent après avoir pris des « engagements » et approuvé des « recommandations » le donnent à voir et à mesure aux évaluateurs des « marchés ». Et cela n'est jamais sans conséquences. Voilà pourquoi il est important de savoir si le gouvernement français accepte ces recommandations. Et s'il les accepte il est important de savoir s'il compte les mettre en œuvre. Et sinon pourquoi il les a acceptés.

Les attrape-nigauds du « pacte pour la croissance et l'emploi » et de la « taxe sur les transactions financières »

Venons-en au fumeux « pacte pour la croissance et l'emploi » prétendument arraché au gouvernement allemand. Une pantalonnade ! Le document ne comporte aucune nouveauté par rapport à ce qui avait déjà été décidé. Contrairement à ce qui s'est beaucoup claironné de tous côtés, les bornes de ce « pacte » ont été clairement fixées par référence au passé récent où Sarkozy et Merkel menaient la barque. Car il est bien précisé qu'il s'appuiera « sur l'ensemble de mesures arrêtées lors des précédentes réunions » en la matière. Et, en cas d'oubli, il est bien dit que ce « pacte » respectera « le cadre des efforts d'assainissement budgétaire intelligent qui sont actuellement déployés ». Intelligent ? Dans ces conditions, que contient le « pacte pour la croissance et pour l'emploi » tel que « négocié » par Hollande, Merkel, Rajoy et Monti à Rome le 21 juin 2012 ? L'injection, paraît-il, de 120 à 130 milliards d'euros « pour la croissance ». Chiffre qui permet d'annoncer qu'il s'agit de « 1% du PIB européen ». Impressionnant ? Notons déjà que le PIB européen est de 14 000 milliards. 1% ferait 140 milliards et non 120 ! Quoiqu'il en soit, cette somme est dérisoire comparée aux milliards engagés récemment sans contrôle d'usage au profit des banques. Ainsi quand plus de 1000 milliards, rien que pour janvier et février 2012, ont été prêtés aux banques européennes pour trois ans et au taux de 1%. Personne n'en a vu la couleur dans l'économie réelle. On dit que même madame Merkel est déçue ! Cela tourne à la farce quand on découvre que cette somme de 120 milliards est acquise en mobilisant ce qui reste des « fonds structurels » inutilisés ! D'autant que pour savoir ce qui sera effectivement utilisé ou pas il y a doute aussi car le budget les a provisionnés jusqu'à 2013 ! Cela devient insupportable à entendre quand on sait que ces fonds « structurels » ainsi réaffectés sont ceux dont bénéficient prioritairement les régions les plus pauvres ainsi que les DOM et les TOM français. Enfin le ridicule vient de ce que ces fonds ne sont pas utilisés en raison même de la politique d'austérité. En effet ils cofinancent des projets conclus entre les Etats et le secteur privé. Mais les Etats sont invités à ne pas augmenter la dépense publique !

J'achève cette partie démoralisante de ma note avec la fausse victoire de « la taxe sur les transactions financières ». Les quatre dirigeants européens se sont mis d'accord pour adopter cette taxe dans le cadre d'une « coopération renforcée » c'est-à-dire un accord incluant au moins neuf Etats de l'UE. Quelle nouveauté ? Aucune ! Il n'y a strictement rien de nouveau là-dedans. La France de Sarkozy, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, l'Autriche, l'Espagne, la Finlande, la Grèce et le Portugal, ont annoncé en février 2012 qu'ils entraient en coopération renforcée pour la mise en place de cette taxe ! Je précise, comme je l'ai déjà fait à l'époque, qu'il s'agit d'une taxe déséquilibrée, trop favorable à la spéculation. En effet les produits dérivés, qui représentent plus de 80% des transactions financières, se verraient appliquer un taux d'imposition réduit. Je découvre à présent que cette taxe sera perçue sur une base très loin de l'« assiette assez large » promise par Hollande. Elle ne concernerait pas par exemple le marché des changes.

L'Allemagne de Merkel met l'Europe dans l'impasse

Texte publié sur mon blog le 15 mars 2013

La domination allemande met en danger la construction européenne

Marginalisée pendant des décennies du fait de sa défaite et de sa division, autant que du poids de la honte des crimes nazis, l'Allemagne fédérale s'est, du coup, reconstruite et réunifiée en pesant chaque pas comme une étape vers son rétablissement en puissance. Pendant ce temps, hors de la parenthèse gaulliste et des vigilances de François Mitterrand, les Français ont été endormis. Ils l'ont été par les sociaux-démocrates et les démocrates-chrétiens, alliés dans le projet européen à la sauce Jean Monnet. Ils se sont laissés porter par une situation de force qui semblait aller de soi pour toujours. D'un côté des calculateurs forcés, de l'autre des dilettantes frivoles. L'Allemagne a donc marqué ses points en s'occupant d'elle comme du sujet de l'histoire. Sa domination actuelle met en danger l'économie de chaque nation et la construction européenne elle-même. En plongeant l'Union entière dans la récession, l'Allemagne de Merkel menace l'économie générale du monde.

Je me suis déjà exprimé à de nombreuses occasions sur la question que pose la nouvelle Allemagne aux Français. Ce point n'a jamais retenu l'attention de mes commentateurs. C'est pourtant pour moi une question cruciale qui donne son sens à de nombreux aspects de ce que je crois utile de faire dans notre pays. La cécité volontaire de bon nombre de commentateurs a une racine dans la pensée

dominante médiatiquement acceptée. Car, malheureusement, l'influence des déclinistes et la démission des élites politico-médiatiques ont amplement désarmé la conscience des risques inadmissibles qui résultent mécaniquement d'une domination allemande sur l'Europe. Quel risque ? Celui que fait peser la subordination de tous aux besoins étroits de quelques-uns surtout quand ces intérêts sont peu représentatifs de la condition générale des autres nations.

La politique européenne actuelle ne convient qu'aux vieux Allemands

Aujourd'hui, la politique européenne est exclusivement calculée pour répondre aux intérêts de la population vieillissante de l'Allemagne. Cette population qui dépend des fonds de pensions pour ses retraites est donc fascinée par les cours de bourse soutenus et l'existence d'un euro très fort. Le système qui y correspond est dorénavant construit. Il place l'Allemagne au centre d'un ensemble productif où les pays voisins du nord, qui étaient autrefois dans la mouvance du Mark, le sont tout autant autour de l'euro fort à la sauce berlinoise. Cet ensemble reçoit dorénavant le renfort stupide d'une tradition bien française de fascination et de capitulation des élites devant l'outre-Rhin. Celle-ci se nourrit à présent des recommandations du modèle libéral. La parole officielle est donc captive des figures imposées de l'adulation pour le « modèle » allemand. Ses faiblesses semblent invisibles vue du balcon de nos grands commentateurs.

Le « modèle » allemand sera bientôt à terre

Mais les Allemands, eux, sont plus lucides. Ils savent que leur transition démographique en cours peut les conduire au chaos. Leur chance actuelle sur ce plan : leur besoin vital d'immigration les voit se nourrir de la déconfiture des pays européens qui contraignent leur jeunesse à s'expatrier pour fuir le désastre que la politique allemande impose à tous ses partenaires. Mais cela ne règle rien, sur le fond : la décroissance de la population allemande déforme aux deux extrêmes d'âge la solidité du système productif, pour ne parler que de cela. D'un côté, moins de jeunes égale moins de main d'œuvre formée aux nouvelles qualifications alors que le système d'enseignement allemand, centré sur l'apprentissage, ralentit déjà l'intégration des nouveaux savoirs de pointe. D'un autre côté, davantage de personnes âgées alourdit les dépenses sociales, par exemple pour la santé, et fragilise le système de financement de retraite. Oui de retraite. Car la retraite par capitalisation est, elle aussi, sensible à la démographie, cela va de soi. C'est d'ailleurs pourquoi s'élèvent déjà des voix en Allemagne pour réclamer un passage de la retraite à soixante-dix ans ! Vous avez bien lu : à soixante-dix ans ! Le soi-disant modèle allemand sera à terre

bien avant qu'on ne le croit. Car il n'est pas loin du tout le moment où se croiseront les effets d'âge avec la récession en Europe et la concurrence des pays émergents sur les segments actuellement exportateurs de l'Allemagne. « Cinq ans » dit une huile allemande (Le Figaro 12 mars 2013) !

L'euro fort cher aux Allemands asphyxie l'Europe

J'ai dénoncé et montré tant de fois ici le rôle désastreux de l'euro fort ! A présent maintes voix s'élèvent pour dire de même que les analystes du Front de Gauche ! Le dernier pic de croissance connu en Europe eu lieu en l'an 2000. Il a correspondu à un euro valant 0,90 dollars. L'euro vaut aujourd'hui 1,35 ! Il est même monté jusqu'à 1,60 ! Un désastre économique ! Plus l'euro est cher, plus les marchandises se vendent difficilement sur le marché mondial où elles rencontrent d'autres marchandises libellées dans des monnaies plus faibles mais adossées à des économies puissantes comme celle des Etats-Unis ou du Japon et même des Anglais ! Tous les efforts les plus intenses de productivité, effectués au prix des larmes, sont annulés par le niveau de la monnaie. Les Allemands s'en moquent, en partie, car leurs produits sont destinés à des niches où ils ont peu de concurrents et où se positionne une clientèle riche. Ainsi suis-je stupéfait de voir reprocher aux constructeurs automobiles français de ne pas avoir « fait comme les Allemands » ? Qu'ont-ils fait ? En tous cas pas mieux que les ouvriers français qui travaillent mieux et produisent davantage. Non, les Allemands sont forts pour produire des voitures qu'achètent les riches, lesquels ne sont pas influencés dans leur décision d'abord par le prix d'achat, comme c'est le cas dans le segment des classes moyennes et populaires. En résumé, on comprend sans difficulté que dans des économies où l'on pratique de l'austérité, la vente à l'étranger est le cœur du modèle d'enrichissement. Ce n'est pas seulement anti-écologique ! C'est une prime donnée aux producteurs pour riches. Ça non plus ce n'est pas écologique ! Car cela pousse aux consommations ostentatoires et gaspilleuses. Et surtout cela détourne les objectifs de la production de la population à laquelle elle devrait d'abord s'intéresser : le grand nombre. Et c'est une incitation à faire baisser le cours des monnaies pour donner un avantage comparatif sans gain de productivité. Le contraire de ce que veulent nos chers Allemands qui nous infligent donc un absurde euro fort.

L'Allemagne paiera cher la politique rigide de Merkel

L'examen de la position allemande est souvent présenté d'une façon totalement biaisée. Tout se passe comme si l'Allemagne vertueuse exportait d'abord sur le

marché mondial. En ce sens elle serait plus « agile » et « compétitive » sur le « marché monde » que nous pauvres lambins de Français. Cette analyse est fautive. L'Allemagne n'exporte sur le marché mondial qu'une petite partie de sa production. Et cela, comme tout le monde peut le vérifier, dans des segments étroits de la production ou pour mieux dire dans des « niches », telles que les machines-outils ou les engins de transport. Mais le gros de l'export se fait en direction du marché intérieur de l'Union européenne. C'est bien pourquoi l'Allemagne va payer elle-même cher le ralentissement de l'activité que provoque sa politique rigide de bureaucrate libérale sur le mode dogmatique est-allemand qui est le style et l'histoire personnelle de madame Merkel. Puisque les clients ont été étranglés, le fournisseur le sera en même temps. Et par contagion le monde entier, car il faut rappeler que l'Union européenne représente le quart du PIB mondial.

Le miracle allemand se nourrit de la misère de l'Europe

Donc l'Allemagne réalise l'essentiel de ses performances dans le marché commun européen. On ne saurait mieux dire qu'en réalité elle y parvient sur le dos des autres et de nous Français en particulier grâce à un avantage compétitif indu qui est le dumping social. Le dumping social c'est payer son monde moins cher que le voisin. Que cette différence s'évalue en temps de travail réel ou en salaires rapportés à la productivité. C'est ce que font les Allemands. C'est l'équivalent invisible d'une dévaluation compétitive. Voilà ce que l'Allemagne inflige à ses voisins. Le système est très bien organisé grâce à l'Union européenne. D'abord est maintenu un niveau de salaire très bas dans l'est de l'Europe pour payer une main d'œuvre très qualifiée. Ceci est obtenu grâce à l'interdiction d'harmonisation fiscale ou sociale que contient le Traité de Lisbonne. Ces pays fournissent des pièces détachées à très bon marché qui sont ensuite assemblées en Allemagne. Là sévit, depuis Schroeder, une discipline salariale maintenue par un système de contrainte des chômeurs particulièrement cruel. De même le coût des retraites est en bonne partie basculé sur le système par capitalisation qui, par définition, ne se finance pas à la source du travail et donc ne « pèse » pas sur lui, en apparence. De plus il n'apparaît dans aucun compte de l'Etat. L'ensemble permet des productions à bas prix, et un affichage de faible chômage du fait du vieillissement de la population et du travail forcé sous-payé des demandeurs d'emploi. Tel est le miracle allemand. Le problème qu'il pose c'est que, pour fonctionner, tout le reste de l'Europe doit se contenir et se soumettre à des diktats de plus en plus violents. Avec le nouveau mécanisme de surveillance européen, dont relèvent dorénavant la totalité des

états européens sauf l'Allemagne, celle-ci a réussi à imposer ses normes de gestion de la dépense publique à toute l'Europe et le droit d'intervenir directement dans la confection des budgets nationaux. L'Europe se présente ainsi comme un système colonial. Il contraint tous ses membres au financement de la rente financière par le biais d'une police politique et budgétaire qui maintient un ordre favorable au développement d'un pays et même d'un seul.

L'Europe est allemande. Et ceux qui s'y soumettent ne peuvent y survivre qu'en le devenant eux-mêmes à leur tour, sans trop y croire. Les moulins à prières habituels s'abstiendront de m'infliger les dénonciations si grossièrement convenues sur mon « mépris » pour les autres peuples ou je ne sais quelle accusation de nationalisme qui ne font jamais que m'informer sur le niveau de mauvaise foi qui nous entoure. De toute façon je n'écris pas pour mes adversaires, ni pour les petites cervelles pavloviennes, mais pour ceux d'entre-vous qui font l'effort, comme moi, d'entrer dans la difficulté des problèmes que nous affrontons, non pour y réciter des mantras, mais pour essayer de trouver des issues jouables. Pour moi, le vote du « Two Pack » et du « Six Pack » sont des seuils franchis dans la soumission de notre pays et du peuple qui le constitue. La perspective du Grand marché transatlantique est dorénavant officielle, ce qui est encore un franchissement de seuil. Le tout fait système. Une nouvelle page se tourne dans mon esprit à propos de ce qu'est en réalité cette Union.

Je ne connais pas de "boche"

Extrait de la postface de l'édition de poche de Qu'ils s'en aillent tous - Vite la Révolution citoyenne !, novembre 2011

J'ai été sévèrement fustigé pour ce que j'ai dit du changement de mentalité des dirigeants allemands à propos de l'Europe. Daniel Cohn-Bendit m'accusa de parler des « Boches ». Rien de tel n'existe dans ce livre⁵. Il ne l'a pas lu. Je suis le frère d'un autre allemand, Oskar Lafontaine. Je ne connais pas de boche. Mais je sais quelle est la droite allemande avec laquelle les amis « Grünen » de Cohn-Bendit n'hésitent pas à s'allier. J'ai suivi comme tout le monde le feuilleton des tergiversations de madame Merkel face à la crise grecque. Vous avez vu la morgue des conservateurs allemands dans les institutions financières

⁵ Il s'agit du livre *Qu'ils s'en aillent tous*, Paris, Flammarion, 2010. Le texte a été publié dans la postface à la seconde édition du livre, publié en novembre 2011.

européennes ? Vous êtes donc maintenant fixés. Il existe un parti pris puissant en Allemagne en faveur de la reconstitution d'une zone Mark maquillée en petite zone Euro. Ce serait une erreur totale et un mauvais pas pour notre pays de laisser faire. Pourtant, les uns refusent de voir, les autres ont déjà capitulé. Pour moi, il est tout à fait détestable de voir déjà des bonnes âmes proposer leur collaboration pour ce funeste projet, sous couleur d'harmonisation fiscale et sociale aux normes de notre voisin.